



jti **CERTIFIÉ**

BNA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

PORT AUTONOME DE LOMÉ

Une progression de 1,85 % de son trafic global en 2024

page 3



Contre-Amiral Fogan Kodjo Adégnon, Directeur général du PAL

SECTEUR PHARMACEUTIQUE ET AGROCHIMIQUE



Le Togo renforce son industrialisation avec l'inauguration de deux nouvelles unités à la PIA P.4

BANQUES



La BCEAO enregistre un bénéfice net de 686 milliards FCFA en 2024 P.2

GABON

Un plan stratégique d'investissement pour relancer le secteur de l'énergie P.6



Voltic

Ne dites plus rien, dites Voltic.

L'INTERNET ILLIMITÉ À PARTIR DE 0 FCFA*

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT, L'INSTALLATION DE LA FIBRE CANALBOX EST À 0 FCFA !

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'appel : 20 FCFA. *Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

Banques

La BCEAO enregistre un bénéfice net de 686 milliards FCFA en 2024

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a annoncé un bénéfice de 686 milliards de FCFA pour l'exercice 2024, ce qui équivaut à environ 1,166 milliard de dollars.

Patience SALLAH

Confirmé par les états financiers audités par le Commissaire Contrôleur de cette institution d'émission, ce résultat financier reflète une gestion rigoureuse et une stratégie adaptée aux défis économiques de l'heure.

L'institution sous régionale ne se contente pas de superviser la politique monétaire, mais joue également un rôle crucial dans le développement économique des huit pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), à savoir le Bénin,

le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Ces pays, unis par des politiques économiques et monétaires communes, profitent des bénéfices de la BCEAO pour soutenir leurs projets de développement infrastructurel et social.

Cette performance financière exceptionnelle est le fruit d'une conjoncture économique favorable, renforcée par l'augmentation des échanges commerciaux intra-régionaux et l'attraction d'investissements étrangers directs. Les pays membres, grâce à une gestion



prudentielle des ressources financières et à des réformes structurelles audacieuses, ont vu une amélioration notable de leurs recettes fiscales.

Cette dynamique positive va bien au-delà des simples chiffres : elle témoigne d'une volonté politique commune de transformer la région en un hub économique dynamique. Les initiatives soutenues par la BCEAO, telles que le financement des

infrastructures de transport et d'énergie, sont essentielles pour réduire les disparités économiques et améliorer la qualité de vie des populations. Le rôle de facilitateur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), dans la coordination des politiques monétaires, est valorisé par l'institution financière en contribuant ainsi à une intégration économique plus

forte et résiliente face aux aléas mondiaux.

Cette solide performance financière est également le reflet d'une gouvernance améliorée et d'une transparence accrue, renforçant la confiance des citoyens et des investisseurs dans les institutions de la région.

Climat des affaires

Le Togo, terre d'opportunités et d'affaires

(TOGODAILYNEWS) - Le Togo se distingue par son dynamisme et sa capacité à attirer facilement des investissements de qualité, grâce à une série de réformes structurelles profondes et cohérentes. Ce positionnement stratégique, de plus en plus salué par les observateurs et les principaux bénéficiaires, témoigne de la solidité de la gouvernance économique du pays et de la vision portée au sommet de l'État.

Le lancement des célébrations du cinquantenaire, placées sous le thème : « ensemble plus forts pour un avenir meilleur », a été l'occasion pour la commission de la CEDEAO, d'égrener les différentes réalisations de l'institution depuis sa création le 28 mai 1975. Il s'agit entre autres, de la suppression de visas entre les États membres, de la libre circulation des personnes et des biens, de la facilitation des échanges commerciaux

au sein de l'espace, de la réalisation du corridor Abidjan-Lagos, l'autoroute Abidjan-Dakar, la ligne maritime Praia-Dakar.

Ces dernières années, l'institution fait face à plusieurs défis, notamment sécuritaires. Le Président de la commission de la CEDEAO, Dr Alier Touray, a salué le rôle et le leadership du Président togolais, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, dans la résolution des crises sur le continent en général, et dans

l'espace communautaire en particulier. Dr Touray plaide pour une CEDEAO « unie par le sang » avec en ligne de mire, le maintien du dialogue avec les trois pays membres de l'Alliance des États du sahel (AES). Il est prévu un conseil extraordinaire des ministres de la CEDEAO ce 23 avril 2025 toujours à Accra pour examiner les conséquences du retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Pour le Président ghanéen, John Dramani Mahama,



hôte de l'évènement, « le cinquantième anniversaire n'est pas seulement une célébration, mais un moment solennel de réflexion ». Il a particulièrement appelé à l'unité sur un meilleur chemin vers une prospérité commune et la stabilité de la CEDEAO.

La présence de la cheffe du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé à cet

événement, témoigne de l'attachement du Togo aux valeurs de solidarité, de paix et de sécurité prônées par la CEDEAO, dont le Togo est l'un des pays fondateurs.

Le logo du cinquantenaire de la CEDEAO a été dévoilé donnant ainsi le ton aux différentes célébrations au programme de ce jubilé d'or. www.primature.gouv.tg

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Port Autonome de Lomé

Une progression de 1,85 % de son trafic global en 2024

Le 23 avril 2024, lors de la journée de presse dédiée à l'édition 2025, le Port Autonome de Lomé (PAL) a annoncé une avancée notable dans son trafic global, atteignant 30 641 830 tonnes, en hausse de 1,85 % par rapport à l'année précédente. Cette information a été révélée par le directeur général du PAL, le Contre-Amiral Fogan Kodjo Adégnon, soulignant ainsi le dynamisme et la résilience du port dans un environnement maritime de plus en plus compétitif.

Anissatou AFFO

Initiée par le PAL, cette journée de presse a permis de dresser un bilan des réalisations et d'exposer les innovations mises en œuvre. L'événement a réuni des professionnels des médias, des directeurs de départements, des chefs de service ainsi que plusieurs partenaires économiques et institutionnels.

Bien que le bilan global reste positif, une analyse plus détaillée révèle que les volets import et export ont connu des baisses significatives de respectivement 3,77 % et 19,72 %. Ce recul soulève des interrogations sur les défis rencontrés par le port dans ses activités de commerce extérieur. En revanche, le transbordement a enregistré une belle progression de 7,11 %, passant de 18 890 485

tonnes en 2023 à 20 233 379 tonnes en 2024, mettant en lumière la capacité du PAL à capitaliser sur sa position stratégique.

Le port a accueilli 1 525 navires en 2024 contre 1 554 en 2023, soit une baisse de 1,97 %. Toutefois, les navires commerciaux ont augmenté, passant de 1 411 à 1 440, témoignant d'une intensification des activités commerciales malgré la diminution globale du nombre d'escales.

L'événement a également été l'occasion de mettre en avant les réformes et innovations du PAL. La dématérialisation des procédures d'enlèvement des marchandises et du paiement des factures a permis non seulement de simplifier les opérations, mais aussi de sécuriser les transactions, de réduire les délais de traitement et d'éliminer les

coûts additionnels. Le portail client « epaltogo.com » témoigne de cette volonté de modernisation, permettant aux clients de soumettre leurs besoins et réclamations de manière directe et efficace.

La mise en place de la plateforme GUFORD vient également renforcer cette dynamique. Conçue pour moderniser les formalités du commerce maritime, elle centralise les échanges de documents et les déclarations, contribuant ainsi à la compétitivité du Port de Lomé et à la fluidité du commerce international.

Le ministre en charge de l'Economie maritime, Richard Gbalgueboa Kangbéni, a salué les efforts du gouvernement à travers la feuille de route 2020-2025, qui vise à renforcer la compétitivité du PAL par des investissements



dans l'extension et la modernisation des infrastructures portuaires et logistiques. Ces initiatives sont essentielles pour maintenir le port à un niveau de performance élevé, face à la concurrence croissante dans la sous-région.

Le Contre-Amiral Adégnon a conclu en affirmant que : « Malgré les défis et la concurrence dans la sous-région l'année écoulée a confirmé notre position de hub logistique stratégique grâce à l'engagement de nos équipes et de nos

partenaires. En 2025, nous restons résolument tournés vers l'innovation, la modernisation et la performance durable afin de répondre aux exigences du commerce maritime ».

En somme, le Port Autonome de Lomé marque des points positifs en 2024, mais devra redoubler d'efforts pour transformer les défis rencontrés dans les volets d'import et d'export en opportunités de croissance future.

Gouvernance économique

Le FNFI alerte sur des formations frauduleuses en finance inclusive

(Togo First) - Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI), pilier de la stratégie togolaise d'inclusion financière, alerte sur la prolifération de formations non autorisées autour de ses produits. Dans un communiqué diffusé le mardi 22 avril 2025, l'institution publique a mis en garde contre des individus ou associations se livrant à des séances d'information payantes ou non homologuées, au nom du FNFI.

Anissatou AFFO

Le Fonds rappelle que toutes les formations légitimes sont exclusivement dispensées par ses agents, ceux des institutions de microfinance partenaires (PSF) ou les représentants de la Fédération des Bénéficiaires

des Services Financiers (FEBESEF). « Toutes nos formations sont gratuites et font l'objet d'une inscription préalable », précise le texte.

Pour prévenir les abus, le FNFI invite la population à vérifier les canaux officiels — bureaux préfectoraux, antennes régionales de la FEBESEF ou institutions



partenaires — avant toute participation. Les auteurs de ces pratiques illégales s'exposent à des poursuites judiciaires, souligne le Fonds.

Depuis son lancement en 2014, le FNFI a mobilisé plus de 113 milliards FCFA, avec près de 1,9 million de bénéficiaires à travers le pays. Ce rappel vise à maintenir la

confiance dans un mécanisme clé de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'entrepreneuriat local.

Secteur pharmaceutique et agrochimique

Le Togo renforce son industrialisation avec l'inauguration de deux nouvelles unités à la PIA

Le Togo continue d'accélérer sa politique industrielle. Deux nouvelles unités majeures ont été officiellement inaugurées ce mercredi sur le site de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA). Cet évènement marquant s'est tenu en marge des célébrations du 65ème anniversaire de l'indépendance du pays et est le reflet d'une volonté gouvernementale renouvelée d'encourager l'industrialisation et de structurer des chaînes de valeur locales autour de secteurs clés.

Anissatou AFFO

La cérémonie, présidée par la Première ministre Victoire Tomégah-Dogbé, a vu la naissance de FHC Médica, une usine dédiée à la production pharmaceutique, et de NutriSource, spécialisée dans la fabrication d'engrais. Ces projets emblématiques visent à répondre à des défis économiques cruciaux tels que l'accès à la santé et la sécurité alimentaire.

La ministre de l'Investissement, Manuella Santos, a souligné que « ces projets illustrent

notre volonté d'offrir des solutions concrètes à nos défis économiques : accès à la santé, sécurité alimentaire, emploi ». Elle a également mis en avant l'implication croissante du secteur privé dans cette dynamique d'industrialisation.

Occupant une superficie de 7000 m², FHC Médica a déjà créé une centaine d'emplois pour les jeunes togolais. Avec une capacité de production impressionnante de 750 millions de comprimés, 150 millions de gélules et 30 millions de sirops par an, l'usine ambitionne de fournir des médicaments

génériques accessibles, tant pour la population locale que pour les marchés de la sous-région. Ce projet s'inscrit dans une logique de soutien aux efforts du gouvernement pour garantir l'accès à des soins de santé de qualité.

De son côté, NutriSource, en partenariat avec l'entreprise internationale Fertistream basée à Dubaï, se positionne comme un acteur clé dans le domaine de l'agriculture. Sa production annuelle d'engrais, qui atteint 200 000 tonnes, répond aux besoins spécifiques des sols africains, tout en promettant de réduire les coûts logistiques grâce à

une fabrication locale. Imane Belhiti, CEO de Fertistream, a déclaré : « C'est notre premier investissement en Afrique et on a choisi de le faire ici, au Togo, parce que nous croyons au potentiel du pays et de la sous-région. »

Ces inaugurations s'inscrivent dans un cadre plus large de réformes industrielles et économiques menées par le gouvernement togolais. D'autres projets sont d'ores et déjà prévus sur la PIA, démontrant ainsi un réel engouement pour l'industrialisation. Le gouvernement s'engage à renforcer son soutien à

l'entrepreneuriat local et à promouvoir le partenariat public-privé pour dynamiser l'économie.

Alors que le Togo célèbre un tournant significatif de son histoire, cette avancée dans l'industrialisation ouvre la voie à de nouvelles opportunités pour les Togolais, tant sur le plan économique que social. Les unités FHC Médica et NutriSource sont des exemples tangibles de l'ambition du pays : bâtir un avenir solide, autonome et prospère pour les générations à venir.



School AMU

Le programme carbure comme jamais

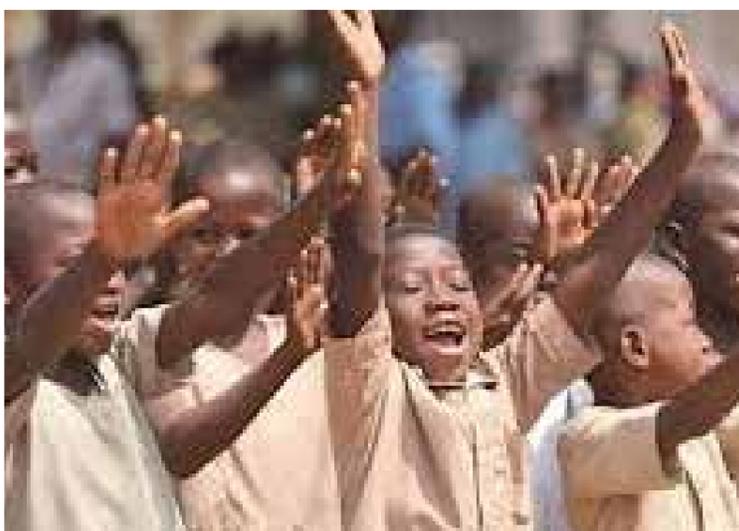
Dans un élan de solidarité nationale et de justice sociale, le Togo a amorcé, depuis quelques années, une transformation notable de sa politique de protection offerte aux citoyens. L'une des initiatives de cette dynamique demeure School AMU, un dispositif audacieux qui place l'élève au cœur des préoccupations de l'État.

School AMU est une déclinaison de la politique de couverture santé universelle que le gouvernement déploie de manière progressive. Destiné aux élèves de l'enseignement public, ce mécanisme assure la prise en charge gratuite de soins médicaux de base, dans les établissements de santé partenaires. Il s'agit sans contestation d'une avancée majeure en faveur de l'équité et de la lutte contre les vulnérabilités sociales.

Chaque écolier affilié au dispositif bénéficie d'un carnet médical nominatif,

lui permettant d'accéder à un panier de soins essentiels incluant les consultations, les analyses biologiques, les soins infirmiers, les médicaments de première nécessité, l'hospitalisation en cas de besoin.

Le programme School AMU monte en puissance depuis sa restructuration. Il était anciennement dénommé School Assur. À la fin du mois de janvier 2025, cette protection sociale garantie aux écoliers revendiquait 213 411 prestations médicales réalisées dans les 6 régions administratives du pays. Cela



pour un coût total de plus de 356 millions de francs CFA. Initialement lancé en 2017, le programme réformé et désormais intégré à l'Assurance maladie universelle (AMU) est placé sous la gestion de l'Institut national d'assurance maladie (Inam). Il garantit aux élèves une prise en charge sanitaire complète et accessible, saluent les parents.

School AMU, qui prend également en compte de petites interventions chirurgicales, assure à chaque élève une couverture annuelle plafonnée à 30 000 francs CFA, valable y compris pendant les vacances de fin d'année.

La rentrée scolaire 2024-2025 a commencé avec 3 millions d'élèves qui ont repris le chemin des classes. Selon les

officiels, près de 2,2 millions parmi eux sont éligibles au programme School AMU qui améliore la rétention dans les écoles et fait augmenter les taux de réussite scolaire à chaque fin d'année.

En effet, la certitude d'un accès aux soins réduit l'absentéisme, rassure les parents et encourage les familles à maintenir leurs enfants à l'école. Par ailleurs, le programme contribue indirectement à alléger les charges financières des ménages, en particulier dans les zones à faibles revenus. Des études révèlent une baisse significative des cas d'abandon scolaire pour raisons de santé. Pour beaucoup de familles alors, souvent confrontées à des dépenses de santé, School AMU représente une bouffée d'espoir et un outil de mobilité sociale.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 23 avril 2025

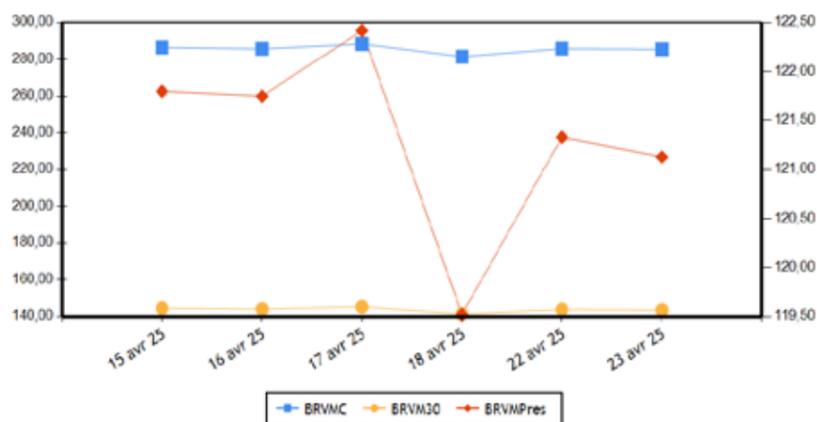
N° 77

BRVM COMPOSITE	285,60
Variation Jour	-0,12 %
Variation annuelle	3,47 %

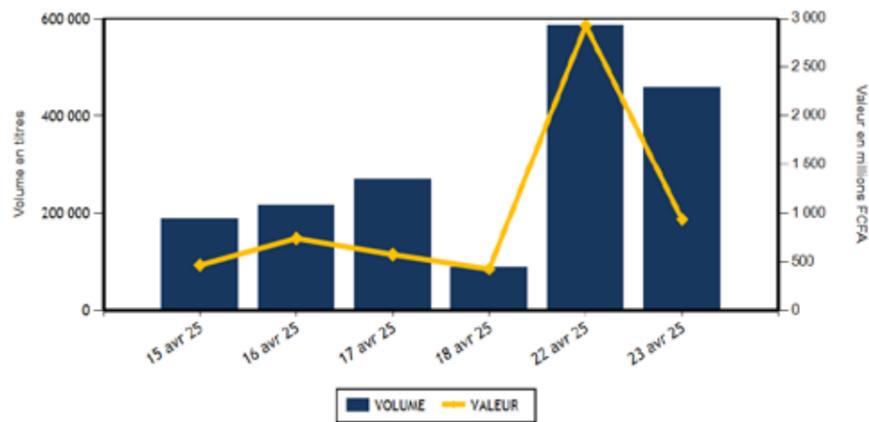
BRVM 30	143,46
Variation Jour	-0,19 %
Variation annuelle	3,40 %

BRVM PRESTIGE	121,13
Variation Jour	-0,16 %
Variation annuelle	5,48 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 711 855 648 720	-0,12 %
Volume échangé (Actions & Droits)	452 117	-5,06 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	891 839 312	-50,54 %
Nombre de titres transigés	43	-2,27 %
Nombre de titres en hausse	12	-36,84 %
Nombre de titres en baisse	21	23,53 %
Nombre de titres inchangés	10	25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 523 695 463 597	0,00 %
Volume échangé	6 875	-93,80 %
Valeur transigée (FCFA)	44 080 482	-96,10 %
Nombre de titres transigés	6	20,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	10 275	7,48 %	58,69 %
SONATEL SN (SNTS)	24 900	3,75 %	3,75 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 770	3,21 %	-6,84 %
SAPH CI (SPHC)	4 690	2,40 %	13,29 %
SICABLE CI (CABC)	1 380	2,22 %	32,69 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	650	-7,14 %	-9,72 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	14 300	-4,03 %	-18,29 %
CIE CI (CIEC)	2 395	-3,23 %	9,11 %
SITAB CI (STBC)	9 500	-2,56 %	30,14 %
PALM CI (PALC)	6 035	-1,87 %	20,70 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	121,13	-0,16 %	5,48 %	58 180	387 751 890	10,03
BRVM-PRINCIPAL	37	157,47	-0,11 %	14,02 %	393 937	504 087 422	13,19

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	142,36	0,24 %	21,30 %	32 563	141 898 575	27,50
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	712,88	-0,14 %	-6,69 %	9 119	90 918 935	9,73
BRVM - FINANCES	15	115,24	-0,15 %	13,26 %	336 733	326 612 472	7,28
BRVM - TRANSPORT	2	323,80	-1,81 %	-1,45 %	6 023	7 897 525	4,08
BRVM - AGRICULTURE	5	231,80	0,08 %	17,62 %	47 872	274 007 475	12,36
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,37	-0,25 %	13,45 %	19 585	49 954 155	22,27
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	668,46	0,06 %	2,93 %	222	550 175	22,73

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	92,78	-0,05 %	-7,22 %	4 940	80 201 025	9,66
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	97,58	0,23 %	-2,42 %	8 099	6 281 250	22,04
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	113,26	-0,14 %	13,26 %	336 733	326 612 472	7,28
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	121,31	0,22 %	21,31 %	49 103	286 848 370	25,31
BRVM - INDUSTRIELS	7	116,88	-0,77 %	16,88 %	20 751	37 880 825	8,76
BRVM - ENERGIE	4	118,12	-0,45 %	18,12 %	28 312	143 297 460	19,20
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	109,10	-2,35 %	9,10 %	4 179	10 717 910	11,58

Gabon

Un plan stratégique d'investissement pour relancer le secteur de l'énergie

Face aux fréquents délestages qui affectent aussi bien la capitale Libreville que les autres villes du pays, le Gabon mise sur un Plan stratégique d'investissement dans le secteur de l'énergie. Un atelier tenu le 23 avril, sous la présidence du ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, a permis de jeter les bases de ce programme couvrant la période 2025-2027. Objectif : répondre de manière concrète et durable à une crise énergétique devenue structurelle dans le pays où les besoins en financement sont estimés à plus de 3 000 milliards de francs CFA.

Libreville, Port-Gentil, Oyem, Tchibanga, etc., aucune ville gabonaise n'échappe aux coupures d'électricité. Une situation devenue critique tant ces délestages plombent le quotidien des ménages et freinent l'activité économique, mais à laquelle le Gabon veut répondre avec des solutions durables pour reprendre le contrôle de son secteur énergétique. Le 23 avril, le gouvernement a lancé les bases d'un Plan stratégique d'investissement dans l'énergie et l'eau, un programme triennal (2025-2027) destiné à combler le déficit. Les discussions



ont réuni les principaux acteurs du secteur, ainsi que des partenaires au développement.

Selon les estimations, les besoins de financement dans le domaine énergétique s'élèvent à plus de 3 000

milliards de francs CFA. Présidant cet atelier de travail, le ministre de l'Énergie, Séraphin Akure-Davain, a insisté sur la nécessité d'un état des lieux exhaustif et sans complaisance, préalable à l'ordonnement des

investissements à engager. « Il est impératif dans la mise en place de ce programme de tenir compte de l'évolution démographique des populations et des ambitions légitimes des nouvelles autorités », a-t-il déclaré soulignant dans sa démarche, le rôle clé des partenaires techniques et financiers dans la réussite de ce plan.

L'État ne veut pas avancer seul

Notamment pour structurer la demande et calibrer les besoins selon les standards internationaux. Le plan stratégique s'étalera sur trois ans, avec des priorités clairement identifiées, a précisé Steeve Saurel Legnongo, l'administrateur provisoire de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG). « L'objectif sera de faire en sorte que tous les projets qui sont annoncés puissent véritablement voir le jour sans glissement pour qu'on puisse tenir les délais », a renchéri Aristide Ngari, le directeur de l'Énergie

à la SEEG. Si de grands projets énergétiques sont en développement dans le pays dont le projet de Kinguele aval qui est en construction, le financement reste le nerf de la guerre.

« Seul, l'État gabonais ne pourra pas porter tous ces investissements. GPC offre la solution de pouvoir bénéficier de l'expertise d'autres partenaires techniques et financiers qui ont su tirer profit des investissements privés dans le secteur de l'énergie », a indiqué Philippe Junior Ossoucah, le directeur général Gabon power company (GPC). Le gouvernement mise donc sur les partenariats public-privé pour mobiliser rapidement les ressources nécessaires. Dans ce contexte, le rôle des bailleurs de fonds et partenaires techniques s'annonce crucial. Leur appui est attendu non seulement pour les financements, mais aussi pour l'ingénierie et le pilotage de projets structurants.

Gabinreview.com

Fermeture du MCC

Donald Trump supprime un levier important de l'investissement américain en Afrique

(Agence Ecofin) - Après l'USAID, Washington met fin immédiatement aux projets du Millennium Challenge Corporation, avec une notification à venir pour les pays partenaires, d'ici 40 jours. En Afrique, seuls le Sénégal et la Côte d'Ivoire auront un délai pour achever les chantiers en cours.

Le président américain, Donald Trump, a décidé de mettre fin au Millennium Challenge Corporation (MCC), l'un des principaux instruments de l'aide américaine au développement. Encore non officialisée par la Maison Blanche, la décision a été confirmée par plusieurs sources proches du dossier. Le New York Times a révélé que c'est lors d'une réunion interne, tenue le mercredi 23 avril 2025, que les employés du MCC ont été informés de la fermeture prochaine de l'agence.

Selon une source interne, « tous les programmes en cours vont s'arrêter » et les gouvernements partenaires devraient être notifiés de manière formelle d'ici 40 jours. Cette décision découle d'une vaste réorganisation administrative lancée par la Commission pour l'efficacité gouvernementale (DOGE), nouvel organe mis en place par l'administration Trump et dirigé par Elon Musk. Un mémo interne évoque des suppressions massives de postes et une extinction progressive des missions du

MCC.

Créée en 2004 par le président George W. Bush, le MCC s'était imposé comme un outil emblématique du soft power américain, misant sur des investissements structurants dans les pays à faibles revenus, en particulier en Afrique. Son approche conditionnelle — réserver les fonds aux Etats engagés sur la voie de la bonne gouvernance, de la transparence économique et de la démocratie — en faisait une alternative crédible à d'autres formes d'aide internationale plus souples sur les critères. Depuis sa création, le MCC a investi près de 17 milliards de dollars dans des projets d'envergure : infrastructures routières, réseaux d'irrigation, électrification rurale. A l'heure actuelle, quatre pays bénéficieront d'une période de transition prolongée, dont deux africains : la Côte

d'Ivoire, avec le projet de transport urbain d'Abidjan, et le Sénégal, à travers le « Power Compact » destiné à renforcer le secteur de l'énergie.

Un signal fort du désengagement américain en Afrique

Cette fermeture marque un nouveau jalon dans le retrait progressif des Etats-Unis de plusieurs initiatives de coopération internationale. Elle s'inscrit dans une tendance déjà amorcée plus tôt cette année, avec la suspension des activités de l'USAID, l'autre grand pilier de l'aide au développement américaine. Même si le MCC disposait d'un budget bien plus modeste — environ 1 milliard de dollars par an, soit 50 fois moins que l'USAID — sa portée symbolique et stratégique n'en était pas moins significative.

L'arrêt du MCC pourrait laisser un vide que d'autres puissances — à commencer par la Chine — seront promptes à combler. Pékin mène depuis des années une diplomatie économique offensive fondée sur des investissements massifs dans les infrastructures africaines, sans les conditionnalités politiques imposées par Washington.

La décision de l'administration Trump confirme ainsi une inflexion plus large de la politique étrangère américaine : celle d'un repli sur les intérêts immédiats des Etats-Unis, au détriment d'une stratégie d'influence plus globale, fondée sur le partenariat et la projection de valeurs. Pour les pays africains, ce retrait pourrait représenter un tournant stratégique, les forçant à diversifier encore davantage leurs partenaires et à revoir les termes de leurs relations avec les grandes puissances.

« Méthodes créatives pour la promotion de la compétence orale »

Des enseignants allemands du Togo et du Bénin en formation

(ATOP) - Le centre culturel Allemand au Togo, Goethe-Institut, a formé dix togolais et neuf béninois, tous formateurs d'allemand sur le thème « Méthodes créatives pour la promotion de la compétence orale » au cours d'un atelier organisé le mercredi 23 avril à Lomé.

Cette formation est la cinquième sur la liste des séries de formation modulaire destinée à qualifier les enseignant.e.s au rang de formateurs/trices. Elle vise à amener les participants à connaître l'importance de la compétence orale dans l'enseignement de l'allemand langue étrangère et à pouvoir expliquer les raisons des éventuelles inhibitions à parler chez les élèves. Il s'agit aussi pour ces formateurs de s'approprier les différentes méthodes et stratégies de communication orale. Ces formateurs et formatrices doivent être capable de concevoir au moins une séquence pédagogique en utilisant les méthodes et stratégies de communication

orale testées.

Selon la formatrice, madame Böttger Kirsten, les participants suivront des exercices théâtraux, à partir des dialogues, des monologues pour pouvoir s'exprimer librement. Pour elle, ces enseignants en formation doivent également connaître l'importance de la compétence orale dans l'enseignement de l'Allemand. « Il faut aussi qu'ils connaissent les méthodes différentes et les stratégies de la communication orale et qu'ils soient à même de concevoir une séance pédagogique pour la pratique et la vie quotidienne de l'enseignant. Ce qui est important est d'adapter les stratégies et les contextes soit au Togo soit au



Bénin », a-t-elle souligné. Mme Sylvie Agbo, enseignante au CEG Abomey Calavi au Bénin a indiqué que cette formation leur permet d'acquérir plusieurs connaissances. « Cette formation nous permet de changer les aptitudes et d'acquérir plusieurs savoir-faire. Nous avons des manières de faire des cours, mais grâce à cette formation, nous avons eu à changer certaines choses. Ces modules nous permettent de mieux préparer les cours, de mieux travailler avec les apprenants en les motivant »,

a expliqué Mme Agbo. Cette formation entièrement financée par le Goethe-Institut Togo, fait partie du projet « formation des formateurs/trices » piloté par la coordinatrice, Mme Felicia Gentsch, experte de l'Enseignement du Goethe-Institut. Elle couvre la période d'un an et demie à deux ans et animée sous le format hybride avec des modules en présentiel et des modules en ligne. Les thématiques déjà développées ont trait à la « didactique de séminaire » ; « Compétence d'enseignement, conception de cours et de

séminaires, matériel et médias d'apprentissage, implication de la numérisation dans l'enseignement de l'allemand » ; « Didactique inclusive : gestion de l'hétérogénéité, diagnostic/évaluation et différenciation » et « Utiliser les médias numériques de manière efficace en classe ». Le but ultime de tous ces modules visent à former des enseignant.e.s capable de former d'autres enseignant.e.s du « Deutsch als Fremdsprache » (DAF) c'est-à-dire allemand comme langue étrangère.

Politique sanitaire

À Namon, un nouveau souffle pour la santé grâce à un CMS moderne

L'accès équitable aux soins de santé primaires reste au cœur de l'engagement du gouvernement togolais. Sous l'impulsion constante du président Faure Gnassingbé, le pays poursuit une politique sanitaire ambitieuse axée sur la proximité, l'inclusion et l'équité. C'est dans cette dynamique qu'un nouveau Centre Médico-Social (CMS) vient d'être inauguré à Namon, localité de la commune de Dankpen 2, dans la région de la Kara.

Fruit d'un financement conjoint de 300 millions de francs CFA entre l'État togolais et le ministère allemand de la Coopération (BMZ), ce centre moderne est une réponse concrète aux besoins de santé des populations locales. Il comprend des installations entièrement équipées, un personnel soignant qualifié et un dispositif de sécurité renforcé. Un rôle crucial dans l'offre de soins

Le nouveau CMS de Namon s'inscrit dans une logique de renforcement du système de santé, particulièrement dans les zones rurales et enclavées.



Ces dernières, longtemps confrontées à un accès limité aux soins de base, voient désormais leur situation s'améliorer

grâce à la multiplication des structures sanitaires. À Namon, l'établissement a déjà démontré son importance en servant de

point de prise en charge pendant l'épidémie de méningite de janvier 2025.

Avec la prise en charge des pathologies courantes, les soins prénatals et postnatals, les consultations pédiatriques, les campagnes de vaccination et l'éducation sanitaire, le CMS répond aux besoins essentiels des populations. La présence renforcée de sages-femmes, d'infirmiers diplômés d'État et de matériel de première urgence améliore considérablement les conditions d'accouchement, contribuant à la lutte contre la mortalité maternelle et infantile, enjeu majeur de santé publique. Une politique d'équité territoriale assumée

L'approche adoptée par les autorités repose sur une volonté d'équilibrer l'offre sanitaire sur l'ensemble du territoire national. Les régions enclavées, comme celles des Savanes, de la Kara ou de la Centrale, sont les principales bénéficiaires de cette politique. Résultat : de nombreux cantons autrefois oubliés connaissent aujourd'hui

une renaissance grâce à l'émergence de centres de santé modernes.

Dans le district préfectoral de Dankpen, les efforts sont palpables. Le nombre d'établissements sanitaires est passé de 13 en 2012 à 18 en 2025. De même, l'accessibilité aux soins a connu une amélioration significative, passant de 27 % à 43 % sur la même période.

Un modèle de résilience locale Avec cette nouvelle infrastructure, Namon incarne un exemple de résilience communautaire et de progrès social. Le CMS ne se contente pas de soigner ; il redonne aussi espoir à toute une population et participe à l'ancrage d'un système de santé plus juste, plus accessible et plus durable pour tous.

L'engagement de l'État togolais, soutenu par ses partenaires internationaux, continue donc de porter ses fruits, consolidant ainsi les bases d'un avenir plus sain pour les générations à venir.


 yas

L. vooboo

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones


yas.tg
[#Alèz](https://twitter.com/Alèz)

250F

250Mo

+100F

375Mo

1 jour

***909*250#**